LA LETTRE

***du Snudi Force Ouvrière***

**SNUDI FO**

Syndicat National Unifié des Directeurs, Instituteurs et Professeurs des Ecoles de l’Enseignement Public Force Ouvrière

6, rue Gaston Lauriau - 93513 Montreuil Cedex

ISSN 1271 - 4437

CPPAP n° 0910 S 07512

Imprimé par nos soins

Directeur de la Publication: Frédéric VOLLE

**A U**

**S O M M A I R E**

**1061**

**06-02-2020**

## Hebdomadaire du Snudi FO

|  |
| --- |
| **Pages 2 et 3**  Compte-Rendu du groupe de travail de travail ministériel du 4 février sur "l'amélioration du fonctionnement des collectifs pédagogiques"  **Page 4**  "Courrier des écoles et établissements de Pantin à la DSDEN, au rectorat et au ministère"  **Page 5**  Lettre ouverte du SNUDI-FO 93 au DASEN  **Page 6**  Tarn : coup de grâce sur les SEGPA  **Pages 7 et 8**  Rhône : l'inspecteur d'académie doit recruter dès maintenant!  **Pages 9 et 10**  Bouches-du-Rhône : Non à cette carte scolaire ! Ca suffit !  **Page 11**  Paris : droit de se réunir dans les écoles dans le cadre de la grève!  **Page 12**  Visite médicale : le TA de Lyon donne raison au SNUDI-FO 01  **Page 13**  Note du SN sur les visites médicales de prévention  **Page 14**  - compte-rendu du groupe de travail sur l'échelon spécial de la classe exceptionnelle  - direction d'école : initiative dans les départements  **Annexes**  ****Communiqué de la confédération FO : "l'urgence est à l'apaisement et à l'écoute des revendications"  **** Communiqué de la FNEC-FP FO : "50 millions d'€ de cadeaux aux écoles maternelles privées sous contrat!"  ****Communiqué de la FNEC-FP FO : "Réforme à marche forcée des concours **:**  contractualisation pour les nouveaux entrants, destruction du statut pour tous" |
| **Assistance OGAC (pal) :** pour tout problème contactez [**ogacsupp@gmail.com**](mailto:ogacsupp@gmail.com)ou téléphonez au **06 59 15 99 38** |
|  |
| **Site public** [: http://www.fo-snudi.fr](http://www.fo-snudi.fr/)  **Site privé** sur lequel vous retrouv[ez la LSN : http://lsn.fo-snudi.fr](http://lsn.fo-snudi.fr/)  Utilisateur : **lsn**  Mot de passe : **syndicat**  **BO** : <http://www.education.gouv.fr/pid285/le-bulletin-officiel.html>  **Légifrance** [:http://www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr/) |
|  |

**Compte rendu du Groupe de Travail ministériel du 04/02/20**

**Sur l’amélioration du Fonctionnement des collectifs pédagogiques (1er degré)**

**Pour la FNEC FP FO délégation :** Vincent Sermet / Nicolas Duquerroy Groupe de Travail présidé par Vincent Soetemont DGRH

OS présentes : FO / FSU / UNSA / SNE / SNALC / SGEN CFDT

**Déclaration Liminaire :** en préalable FO a rappelé :

* sa revendication de retrait de la réforme des retraites et de l’appel à la grève interprofessionnelle du 6 février.
* son exigence d’abandon des poursuites, convocations au commissariat et/ou menaces qui pèsent ou existent à l’en- contre des lycéens, des étudiants et des militants dont notre camarade du SNFOLC de Clermont Ferrand suite aux mo- bilisations contre la mise en place des E3C et pour la défense d’un BAC national. FO a rappelé qu’une demande d’audience sur ce point avait été transmise au Ministre sans réponses pour l’instant.
* l’émoi et la colère qu’a suscités le suicide de notre collègue Christine Renon. FO a appris que la DSDEN avait retiré un jour de salaire aux collègues venus lui rendre hommage le matin pour les plus proches aux obsèques et l’après-midi à la DSDEN avec les revendications de la profession le 03/10/19 à Pantin. FO, de façon solennelle, a exigé la restitution im- médiate des sommes prélevées aux collègues de Seine St Denis.

FO a rappelé que malgré nos relances, les réponses aux revendications des collègues PE ayant une mission de direction restent en suspens :

Quid de l’augmentation du temps de décharge et du respect des décharges notamment des petites écoles Quid de la création d’une aide administrative

Quid d’une réelle augmentation indiciaire

Quid de la diminution des tâches administratives

Tout au long de la discussion, FO est revenu sur le fait qu’il **ne fallait pas cloisonner la question de la direction aux seuls directeurs,** et que les personnels ne revendiquent ni un statut de supérieur hiérarchique, ni un quelconque sta- tut administratif de l’école.

FO a demandé que le ministère se positionne pendant le Groupe de Travail pour couper court au débat (en s’appuyant sur les résultats du questionnaire), ce qu’il n’a pas fait.

**FO n’a obtenu aucune réponse**. Des pistes de réﬂexion et de travail apparaissent au niveau de l’orientation du Minis- tère : renforcer la politique de l’école inclusive, former les directeurs au « management » de l’équipe pédagogique, aug- menter le travail avec école/collège, élémentaire/maternelle (notamment en imaginant un document de suivi des élèves à élaborer). FO y a opposé ces revendications sur la base de son mandat.

**Au niveau des PPMS :** le « chantier » avance selon le ministère. Nous avons rappelé qu’il pouvait être simple de déga- ger les directeurs de cette responsabilité (la sécurité des écoles est de la responsabilité de la mairie dans le cadre des PCS), et que c’est une revendication que FO porte depuis des années !

Concernant les PPS, PAI, PPRE et PAP : l’administration travaille avec les établissements médico-sociaux pour améliorer leur « coopération » avec les écoles. Un décret est en cours d’écriture.

Sur la question de **la formation**, il n’y aura aucun changement des animations pédagogiques Français/mathématiques pour l’année 2020-2021, mais des réﬂexions pour l’année 2021-2022 pour rouvrir ces animations pédagogiques à d’au- tres matières ou d’autres projets.

**FO a exigé qu’une véritable formation sur le temps de travail soit rétablie avec des stages de 1 à 3 semaines sur les 36 semaines pour les collègues volontaires, et une liberté de choix sur les animations pédagogiques**.

FO a insisté sur le rétablissement d’un rythme unique de 4 jours sur 36 semaines pour toutes les écoles aﬁn de séparer le scolaire et le péri-scolaire (utilisation des locaux, pression lors des conseils d’école…), et l’indispensable soutien de l’ad- ministration en protection des personnels contre l’ingérence de certaines mairies, de parents vindicatifs et/ou agressifs.

FO revendique encore l’abandon de PPCR et les dispositions « d’accompagnement » des enseignants qui les stigmati- sent et les infantilisent, en plus du caractère arbitraire et injuste de l’évaluation.

**Enﬁn FO a rappelé que « l’amélioration du fonctionnement des collectifs pédagogiques » (sujet de la réunion) repo- sait sur une augmentation signiﬁcative en termes d’augmentation de postes de remplaçants, de postes spécialisés et de RASED, et de postes médico-sociaux au sein des écoles…et cela immédiatement !**

**Point spécial AESH :**

A la demande de FO, il a été conﬁrmé **qu’une enveloppe est débloquée au niveau du Ministère pour le recrutement de nouveaux AESH dès maintenant**. Le SN invite les SD à se rapprocher de leur DASEN pour porter les dossiers des adhérents qui ont dans leurs classes des élèves sans AESH.

Lors de ce GT, FO a rappelé son exigence de retirer la circulaire de juin 2019 encadrant le temps de travail des AESH, la mise en place des PIAL et de la mutualisation des AESH qui impactent leurs conditions de travail (mais aussi des adjoints et directeurs), les problèmes de frais de déplacement, de retard de salaires…

Le ministère admet que « cela ne va pas », que « les choses doivent s’améliorer », et qu’ils travaillent dessus…mais pour l’instant rien de décidé.

**Un comité de suivi sur la question des AESH va être convoqué au ministère avec les OS ﬁn février : FO y portera toutes les revendications, et s’appuiera sur les problématiques de terrain qui seront remontées.**

**Le SN invite les SD à faire remonter toutes les initiatives prises pour réunir les AESH, les questions et informations.**

C’est bien par la pression constante des militants FO au niveau départemental et national sur les notiﬁcations non res- pectées, sur la problématique de la mutualisation qui augmente que le Ministère a été obligé de débloquer cette enve- loppe. Si la question d’un vrai statut pour avoir un vrai salaire n’avance toujours pas, force est de constater que de plus en plus d’AESH se syndiquent et s’organisent au sein du SNUDI FO pour gagner sur leurs revendications. C’est bien sur ce mandat du dernier congrès de Clermont Ferrand qu’il faut s’appuyer : **la question de la syndicalisation des AESH au sein de nos syndicats de la FNEC FP FO**.

N’hésitez pas à solliciter le SN pour vous aider.

**Courrier des écoles et établissements de Pantin à la DSDEN, au rectorat et au ministère.**

Nous sommes enseignants et enseignantes à Pantin.

Le 23 septembre dernier, notre collègue Christine Renon, directrice de l’école Méhul, décidait de se donner la mort sur son lieu de travail, dans son école. Dans la lettre qu’elle laissait, elle mettait clairement en cause la hié- rarchie de l’éducation nationale : accumulation des réformes, avec la multiplication d’injonctions contradic- toires ; surcharges de travail, notamment pour les directeurs et directrices d’écoles, mais plus généralement pour l’ensemble des enseignants et enseignantes ; manque de considération de la part de nos hiérarchies ; et de manière générale, impossibilité pour les personnels de l’éducation d’accomplir leurs missions de service public.

Le 3 octobre dernier, nous avons été très nombreux et nombreuses à cesser le travail pour rendre hommage à notre collègue, et à nous rendre massivement devant la DSDEN de Bobigny, pour empêcher que sa parole ne soit étouﬀée par l’administration.

Les syndicats enseignants s’étaient adressés au ministère pour demander que cette journée d’hommage, de re- cueillement et de colère ne soit pas décomptée comme jour de grève.

Or, cette journée a été bel et bien décomptée sur la paye de janvier comme journée de grève.

Dans le même temps, alors que le CHSCT ministériel exceptionnel a clairement établi la responsabilité de l’édu- cation nationale dans le suicide de notre collègue, aucune mesure n’a été prise pour tenter d’améliorer nos conditions de travail. La seule réponse apportée par le ministre a été de proposer de modiﬁer le statut des di- recteurs et directrices, en en faisant des supérieurs hiérarchiques de leurs collègues, ce que massivement nous refusons.

Au lieu de chercher de réelles solutions pour améliorer les conditions de travail de ses personnels, le ministère s’obstine dans un discours provocateur et humiliant contre les enseignants et enseignantes.

Le gouvernement s’entête à mettre en place une réforme des retraites dont les enseignants et enseignantes seront parmi les principales victimes, avec une baisse très importante du montant de leur pension de retraite. Les conditions de préparation de la rentrée, avec les DHG et les cartes scolaires, s’annoncent à nouveau ca- tastrophiques.

Dans les lycées, le ministère maintient coûte que coûte les épreuves du nouveau baccalauréat, rejetées tant par les personnels que par les lycéens et lycéennes.

Au-delà de nos conditions de travail, ce sont les conditions d’étude et d’apprentissage de nos élèves qui se dé- gradent.

Localement, les pressions et menaces contre les collègues se multiplient, comme c’est le cas à Pantin, où une de nos collègues est convoquée à la DSDEN pour avoir osé évoquer en conseil d’école le mépris dont parlait Christine Renon dans sa lettre, et que nous ressentons toutes et tous.

Nous constatons l’indignité avec laquelle nous traite le ministère.

Nous interpellons nos hiérarchies, le ministère, la DSDEN, le rectorat... : Dans les salles des maîtres, dans les salles des professeurs, la fatigue, le stress, la colère s’accumulent.

M. Blanquer, vous appeliez à bâtir une “école de la conﬁance”. Par ce geste, vous venez de perdre déﬁnitive- ment le peu de conﬁance que nous pouvions encore avoir en votre ministère. Vous nous montrez que la seule voie pour faire respecter notre métier, notre dignité, celle de nos élèves, sera celle de la mobilisation contre votre politique, et la lutte pour nos droits et ceux de nos élèves.

**Lettre ouverte du SNUDI-FO 93 au DASEN**

Monsieur le Directeur Académique,

En septembre 2019, notre collègue Christine Renon, directrice à Pantin, se suicidait dans son école en laissant un courrier accablant, expliquant son geste par l’accumulation des contre-réformes qui ont frappé l’école publique. Le suicide de Chris- tine Renon a d’ailleurs été reconnu comme imputable au service.

Le jeudi 3 octobre a eu lieu une mobilisation sans précédent dans notre département de Seine Saint Denis. Le geste de notre collègue a provoqué émoi et colère parmi les personnels. Sa lettre a été diﬀusée, lue, aﬃchée dans les salles des maîtres… Le 3 octobre, plus de 4000 collègues se rassemblaient devant la DSDEN et des milliers étaient en grève, pour exiger : « Il faut que ça s’arrête ! Il faut que cessent les contre-réformes qui détruisent l’école publique et nos conditions de travail !».

Le Snudi FO a rappelé lors du groupe de travail sur les “directions d’école”, l’émoi et la colère que ce drame ont suscité. Comme nous le disions, le ministère continue aujourd’hui de salir Christine en utilisant son suicide pour organiser des pseudo-concertations et ainsi changer le statut des directeurs, le statut des écoles... (*cf. communiqué ci-joint)*

Dans sa lettre, Christine Renon ne laisse aucune place au doute dans lequel le ministre se drape aujourd’hui, ses griefs sont limpides et rejoignent nombre de nos revendications. Pour rappel, voici ce que nous adressions à nos collègues le 29 sep- tembre dernier :

* retrait immédiat des rythmes scolaires, notamment sur Pantin,
* retour aux postes de ZIL, fonctionnaires d’Etat, gérés par les circonscriptions,
* non à la surcharge de travail des directeurs des écoles (une nouveauté cette année, le RGPD)
* séparation du scolaire et du périscolaire,
* décharge totale pour tous les directeurs,
* non aux APC,
* oui à un calendrier national, sur 36 semaines, avec les mêmes rythmes pour tous,
* liberté pédagogique,
* achat par la hiérarchie de tous les outils nécessaires à notre travail,
* protection inconditionnelle des enseignants par la hiérarchie.

Ces revendications font dramatiquement écho à la fatigue extrême dont a témoigné notre collègue et résonnent encore comme un coup de tonnerre.

Et en cette ﬁn du mois de janvier, quelle stupeur nous aura frappés en remarquant sur notre ﬁche de paye que cette jour- née de grève nous a été enlevée ! C’est l’incompréhension et la colère aujourd’hui. Pourquoi avoir fait cela ? C’est violent pour tous les collègues du département. Il y a les discussions âpres au ministère sur l’avenir des directeurs, il y a de nom- breux rapports de force en ce moment, principalement concernant le projet de réforme qui nous fait perdre des centaines d’euros pour nos retraites et les E3C dans les lycées aﬁn d’obtenir le maintien du bac comme diplôme national. Alors, pourquoi mettez-vous, Monsieur le Directeur Académique, de “l’huile sur le feu” ? Quel est votre intérêt si ce n’est conti- nuer à nourrir la colère chez nous tous, enseignants ?

Par ailleurs, de nombreux collègues enseignants de Pantin, présents ce jour aux obsèques de Christine, se sont également vus retirer 1/30ème pour grève... C’est un scandale pour nous tous !

Nous vous demandons de revenir sur cette décision. Son suicide est imputable au service, vous avez la possibilité d’esti- mer que cette grève était due à une colère légitime. Nous vous demandons le paiement de ce jour. Vous pouvez le faire, vous devez le faire.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Directeur Académique, mes sincères salutations. Pour le Snudi FO 93, René-Emmanuel ADELAIDE, secrétaire départemental.

## Préparation de la rentrée 2020 coup de grâce sur les SEGPA:

**les élèves de ces sections doivent désormais être considérés comme des élèves ordinaires ...**

Chers collègues,

La semaine dernière, dans le cadre de la répartition dans le second degré de la DGH, **les collègues des SEGPA ont ap- pris que leur dotation serait amputée de 6h à 12h !** Visiblement ce sont toutes les SEGPA du Tarn qui seraient tou- chées par cette diminution drastiques d’heures !

C’est pourquoi les collègues de SEGPA ont appelé à un rassemblement vendredi 24 janvier devant le collège de Belle- vue: **une 50aine de collègues soutenus par FO, FSU, CGT et SUD ont répondu présents et se sont alors dirigés vers la DSDEN en cortège demandant à être reçus par le DASEN en urgence.**

Une délégation composée de collègues des **SEGPA de Bellevue Albi, Jean Jaurès Albi, Camus Gaillac et de Blayes avec un représentant de FO et de la FSU a été reçue par le DASEN.** Au cours de cette entrevue, **le DASEN conﬁrme cette baisse d’heures décidée par le Recteur**: il s’agirait d’appliquer les horaires planchers... Un simple ajustement en tout état de cause!

Déjà en 2017, les SEGPA avait essuyé une perte d’heures conséquente tendant à mettre en place l’inclusion revendi- quée par le Ministère. En cette préparation de la rentrée scolaire 2020, **c’est désormais l’application stricte de l’orientation de la loi de l’Ecole de la conﬁance à savoir le principe du TOUT inclusif !**

**Les élèves de SEGPA doivent donc être désormais considérés comme des élèves ordinaires...**

**Dans ces conditions comment maintenir la spéciﬁcité des SEGPA?**

**Comment assurer des conditions d’apprentissages convenables à des élèves déjà en diﬃcultés ? Comment organi- ser les ateliers ?**

Simple ! répond le DASEN : il faut chercher des **innovations pédagogiques** et favoriser **l’inclusion** ! Pour lui les élèves de SEGPA sont des élèves de collège ordinaires, niant ainsi toute spéciﬁcité.

**Et s’il n’y a plus de spéciﬁcité, c’est la ﬁn des SEGPA...**

Inclusion, inclusion... Encore une fois, l’inclusion a TOUJOURS été de mise dès lors que l’équipe pédagogique considé- rait que cela était possible (niveau de l’élève, eﬀectifs dans les classes, moyens à disposition du collège...

Mais **imposer l’inclusion impliquant dès lors à nier les diﬃcultés des élèves, les eﬀectifs qui explosent dans les classes** (32 pour certaines divisions, chiﬀres que le DASEN ne conteste pas !) **n’est ce pas sciemment envoyer les élèves de SEGPA droits dans le mur?**

**Les enseignants de SEGPA veulent garantir l’essence même de ces sections adaptées ce qui passe par le maintien de leurs heures**

**pour assurer des conditions d’apprentissage favorables pour tous les élèves que ce soit en collectif ou en atelier !**

**A noter que l’instance académique (CTA) qui actera de cette décision de suppression d’heures pour les SEGPA se réunit lundi 3 février.**

**Aussi, la FNEC FP FO 81 appelle les collègues des SEGPA à nous faire remonter les conséquences de la dotation sur l’organisation et les apprentissages des élèves.**

**La FNEC-FP-FO 81 appelle les personnels des SEGPA à multiplier les prises de position pour réaﬃrmer leur refus de transformation de la structure SEGPA en dispositif inclusif qui aboutirait à son extinction pure et simple.**

**Ces annonces de carte scolaire sont une raison supplémentaire pour tous les personnels de se mobiliser et d’ampli- ﬁer le mouvement de grève en cours pour le retrait de la réforme des retraites !**

**Le manque de remplaçants dans le Rhône est intenable, l’inspecteur d’académie doit recruter dès maintenant à hauteur des besoins du département !**

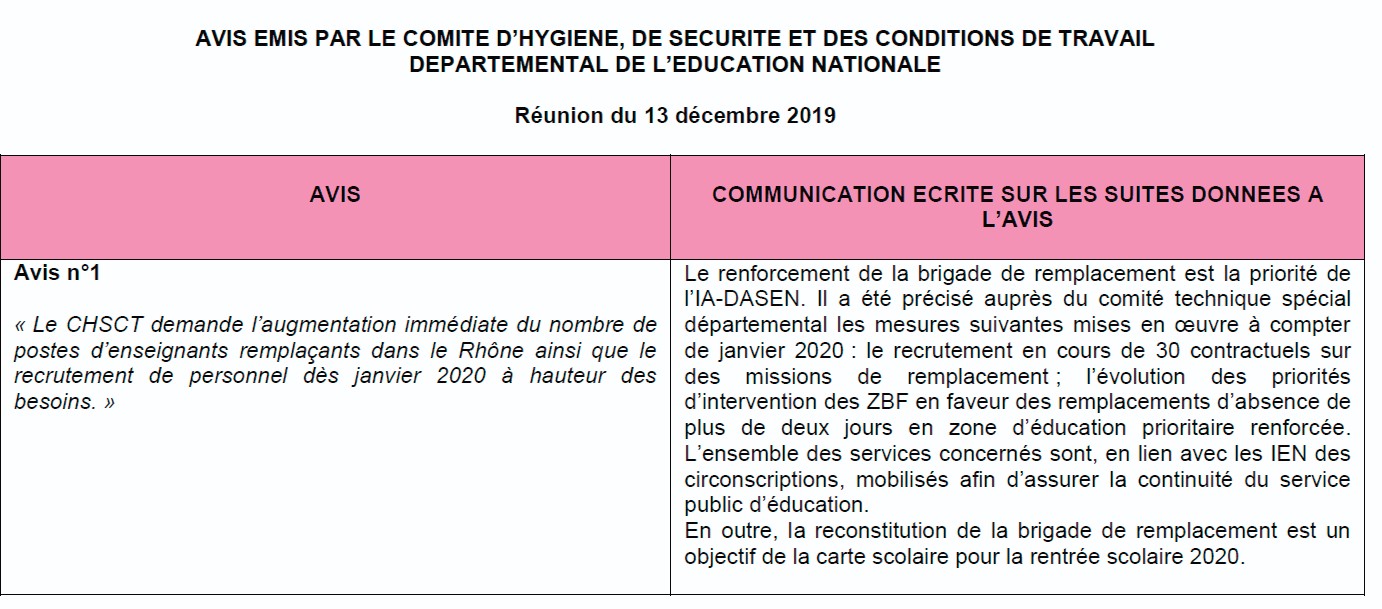
La situation du remplacement se dégrade dans les écoles depuis le début de l’année scolaire. Pour autant, lors du groupe de travail du CTSD qui s’est tenu le mardi 28 janvier, l’inspecteur d’académie, tout en reconnaissant l’ampleur des diﬃcultés, a refusé de donner un état des lieux précis !

D’ailleurs, il se refuse à recruter sur la liste complémentaire. Il se refusait même jusqu’à présent de réemployer les enseignants contractuels qu’il avait embauchés l’année dernière !

En décembre, l’inspecteur d’académie avait même décidé d’annuler certaines formations ou concertations REP+ aﬁn de réquisitionner les remplaçants de la brigade REP+ (ZBF) pour pallier le manque de remplaçants et assurer le jour de décharge « oﬀert » aux directeurs par le Ministre. L’éternel principe de déshabiller Paul pour habiller (modestement) Pierre !

L’inspecteur d’académie, face à la mobilisation, avait ﬁnalement été contraint de renoncer à cette mesure lors du CHSCT extraordinaire du 13 décembre, convoqué à la demande des organisations syndicales sur proposition du SNUDI-FO

Lors de cette instance, un avis, proposé par les représentants du SNUDI-FO, avait été adopté par le CHSCT. Vous le trouverez ci-dessous avec la réponse de l’inspecteur d’académie :



Pour le SNUDI-FO, les réponses de l’inspecteur d’académie ne sont pas acceptables :

* 30 enseignants contractuels sont recrutés : une goutte d’eau dans l’océan du non remplacement … certaine- ment pas « à hauteur des besoins » comme le précise l’avis du CHSCT !
* L’inspecteur d’académie annule certaines formations ou concertations REP+ aﬁn de mobiliser les ZBF sur les remplacements de CP et de CE1 à 12.

D’une part, cette décision est contradictoire avec le décret 2014-942 du 20 août 2014 qui précise : *« Dans les écoles relevant de l’éducation prioritaire inscrites sur une liste ﬁxée par arrêté du ministre chargé de l’éducation nationale, le service d’enseignement des personnels enseignants qui y exercent, ﬁxé à l’article 1er du présent dé- cret, est réduit de 18 demi-journées par année scolaire. »*

Les 18 demi-journées de formation ou de concertation ne peuvent donc être règlementairement annulées ! D’autre part, il ne respecte pas la ﬁche de poste des ZBF au mouvement : « *Il s’agit de postes créés aﬁn d’assu- rer le remplacement des enseignants aﬀectés dans les établissements REP+ qui seront déchargés 18 demi-jour- nées dans l’année. »*

* Enﬁn, l’inspecteur d’académie indique que la reconstitution de la brigade de remplacement est un objectif de la carte scolaire 2020, ce qui est un vœu pieu : alors qu’il a été impossible de créer des postes de remplaçants avec 138,5 postes en plus à la rentrée 2019, comment pourrait-on en créer pour la rentrée 2020 avec seule- ment 75 créations de postes ?

Le SNUDI-FO revendique :

* + Le recrutement de personnels dès maintenant pour résoudre le problème du remplacement, en ayant notamment recours à la liste complémentaire, et en procédant dans un second temps, au réemploi des contractuels à hauteur des besoins. L’avis du CHSCT doit être entendu !
  + Le respect du décret 2014-942 du 20 août 2014 qui garantit 18 journées de formation ou de concertation à tous les enseignants de REP+
  + Le respect de la ﬁche de poste des ZBF

Réforme des retraites, manque de postes, non-respect des textes règlementaires … la casse de nos statuts et de nos conditions de travail ça suﬃt !

Le SNUDI-FO invite les collègues à se réunir dans les écoles et à décider de toutes les initiatives pour obtenir gain de cause !

Le SNUDI-FO invite les écoles à faire remonter les journées d’absence non remplacées ! Contactez le SNUDI-FO pour toute question !

**Bouches du Rhône**

**Fédération Nationale de l'Education, de la Culture et de la Formation Professionnelle**

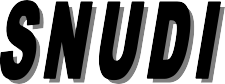
**Syndicat National Unifié des Directeurs, Instituteurs et des Professeurs des Ecoles de l'Enseignement public**

*Vieille Bourse du Travail 13 rue de l'Académie 13001 MARSEILLE*

04.91.00.34.22 07.62.54.13.13 09.57.49.82.49 [contact@snudifo13.org](mailto:contact@snudifo13.org) [www.snudifo13.org](http://www.snudifo13.org/)

**MOTION DU SNUDI FO 13**

**Marseille, le 5 février 2020**



Monsieur le Recteur,

Nous avons pris connaissance de la dotation ministérielle pour la prochaine rentrée. Les opérations de carte scolaire se situent, cette année encore, dans le cadre contraint du programme Action Publique 2022, lancé par le premier ministre le 13 octobre 2017 dont l'un des trois points est : « *maitriser les dépenses publiques en optimisant les moyens* », avec toutes les conséquences désastreuses pour les personnels.

**En 2018**, le ministre de l'Education Nationale annonce pour la rentrée 2018, la mise en place des CP et des CE1 à 12 en REP+ et des CP en REP. Alors qu'il aurait fallu ouvrir 392 classes dans notre département rien que pour cette priorité ministérielle, la dotation n'a été que de 205 postes.

Pour répondre aux demandes ministérielles, la méthode utilisée par la DSDEN 13 a été :

* + de nombreuses fermetures de classes
  + la suppression des maitres PARE,
  + les fusions d'écoles,
  + l'augmentation de la moyenne par classe du CE2 au CM2 en éducation prioritaire et dans toutes les classes hors éducation prioritaire,
  + la diminution du nombre de brigades et le redéploiement de leurs missions.

En juin 2018, nombres de collègues ont subi aussi un repli dû à une fermeture de classe, alors même que le mouvement se terminait.

**En 2019,** alors que la priorité ministérielle était, cette fois-ci, le dédoublement des CP et CE1 en REP, la dotation a été de 94 postes, nettement insuffisante !

La nouvelle méthode a été :

* + des CP et CE1 en REP et REP+ pouvant aller jusqu'à 15 élèves, avec des décisions prises par l'administration au cas par cas ;
  + des fermetures de classes ou des ouvertures nécessaires non réalisées ;
  + une augmentation de la moyenne par classe des élèves du CE2 au CM2 dans de nombreuses écoles en Education prioritaire ;
  + à cela s'est ajouté le redéploiement des postes de BD et de leurs missions.

Ainsi, depuis deux ans les conditions de travail des enseignants se sont encore plus dégradées, les classes sont surchargées, les remplacements non assurés, les élèves à besoins particuliers non pris en charge. Certaines situations sont insupportables, les enseignants épuisés et découragés !

# La Lettre n°1061 Page 9

**Bouches du Rhône**

**Fédération Nationale de l'Education, de la Culture et de la Formation Professionnelle**

**Syndicat National Unifié des Directeurs, Instituteurs et des Professeurs des Ecoles de l'Enseignement public**

*Vieille Bourse du Travail 13 rue de l'Académie 13001 MARSEILLE*



04.91.00.34.22 07.62.54.13.13 09.57.49.82.49 [contact@snudifo13.org](mailto:contact@snudifo13.org) [www.snudifo13.org](http://www.snudifo13.org/)

Dans cette situation déjà au bord de la rupture, nous apprenons que pour **2020**, la dotation serait de 70 postes pour notre département. Cela, alors que les directives ministérielles établissent le dédoublement des classes de GS en REP+ la limitation des effectifs à 24 en GS, CP, CE1 hors Education Prioritaire.

Ce qui ne pourrait se faire qu'au détriment des autres niveaux !

Ainsi, cette année, la DSDEN 13 prévoit d'utiliser, comme seul « repère », la capacité d'accueil maximum

de l'école. Ce qui permettra « mécaniquement » de fermer des classes et d'augmenter

« mathématiquement » les moyennes par classe ! Elle impose aussi une pédagogie « innovante » aux collègues en combinant des temps de co-intervention et de dédoublement dans un même classe.

Le SNUDI-FO 13 défend les conditions de travail des enseignants et le service public ! Au nom de nos collègues, nous disons : **NON à cette carte scolaire ! Ça suffit !**

Les enseignants veulent « simplement » faire leur travail correctement, sans se demander chaque matin

s'ils vont pouvoir tenir toute la journée !

Nous disons **stop à cette politique d'austérité**, à cette **politique de « mutualisation » des moyens**, **synonyme de dégradation constante de nos conditions de travail !**

Nous exigeons du ministère une dotation à hauteur des besoins pour permettre :

* + - L'ouverture des classes nécessaires ;
    - L'abaissement des effectifs dans toutes les classes (25 élèves/ classe ; 15 élèves en PS) ;
    - La création des postes de remplaçants, de RASED, des postes et des structures spécialisés à hauteur des besoins.
    - La possibilité d'obtenir un temps partiel ou une mutation pour les collègues qui le demandent, sans restriction.

***Pour le bureau du SNUDI FO 13, Franck NEFF, secrétaire départemental***

# Page 10 La Lettre n°1061

**Droit de se réunir dans les écoles dans le cadre de la grève : un droit fondamental enﬁn respecté !**

### Le SNUDI FO 75 a été reçu ce vendredi 31 janvier par le Directeur Académique des Services de l’Education Na- tionale.

Entrave au droit syndical et au droit de grève : le rectorat fait machine arrière ! Tenue d’AG dans les écoles sur temps scolaire

Le SNUDI FO 75 est revenu sur l’interdiction faite par le rectorat de tenir des AG dans les écoles. En eﬀet, depuis le début de la grève jusqu’au retrait du projet de retraite, entamée le 5 décembre, le rectorat a fait interdire plu- sieurs AG qui devaient se tenir sur temps scolaire dans des écoles.

Le rectorat s’était jusqu’à présent appuyé sur le décret 82-447 du 28 mai 1982 « relatif à l'exercice du droit syn- dical dans la fonction publique », et notamment sur son article 6 qui prévoit que :

« Tout représentant mandaté à cet eﬀet par une organisation syndicale a libre accès aux réunions tenues par cette organisation à l'intérieur des bâtiments administratifs, même s'il n'appartient pas au service dans lequel une réunion se tient.»

Le rectorat estimait donc que chaque école était un service.

Le SNUDI FO est revenu sur cette notion. « Si chaque école est un service, qui est le chef de service de l’école ? Le directeur ? Mais le directeur, malgré l’insistance du Ministère de remettre cette question en discussion, n’est pas un supérieur hiérarchique ». A ce titre, les enseignants, avec le SNUDI FO, n’ont cessé de réaﬃrmer leur refus d’un statut de directeur supérieur hiérarchique pendant la mobilisation pour le retrait la loi Blanquer.

Dans sa réponse, le rectorat a revu sa copie.

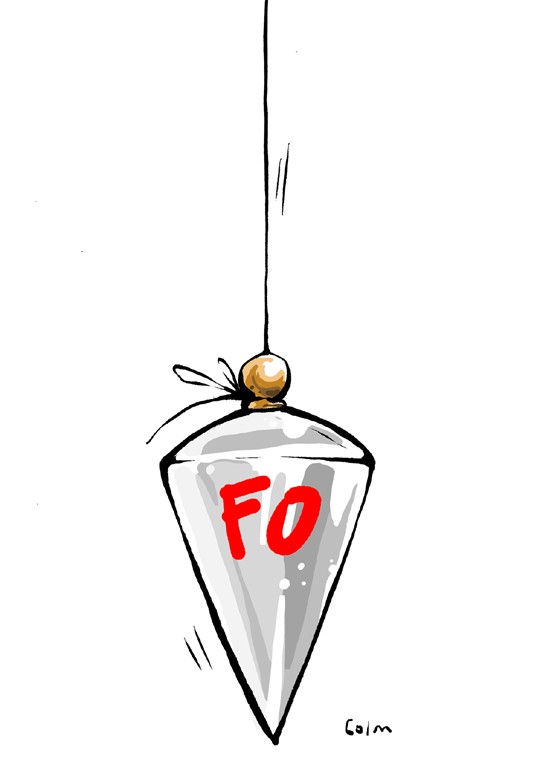
Il a d’abord tenu à rappeler que la mobilisation en cours est un mouvement d’ampleur inédite qui a placé les au- torités académiques face à des questions qui n’avaient pas été soulevées auparavant, notamment des ques- tions de droit et de sécurité.

Puis le DASEN a expliqué qu’un courrier de réponse était en cours de rédaction par les autorités académiques dont voici les grandes lignes :

* Tenue d’AG/réunion dans une école fermée : « on peut considérer que lorsqu’une école est fermée (tous les enseignants sont grévistes et les élèves ne sont pas accueillis), le service public d’éducation n’est pas assuré. Il n’y a donc pas de problème de sécurité, ni d’atteinte à la continuité du service public. Dès lors, les AG peuvent s’y tenir, y compris avec des enseignants venant de toute l’académie, voire avec des salariés extérieurs à l’Edu- cation nationale. »
* Tenue d’une AG/réunion dans une école qui accueille des élèves. « Le décret 82-447 est un décret « Fonction Publique » diﬃcile à interpréter sur le plan particulier du 1er degré, notamment sur la notion de « service ». Au départ, le rectorat avait considéré que le service était l’école, mais qu’on se heurtait au fait que le chef de ser- vice n’est pas le directeur mais l’IEN. On peut donc considérer que le service regroupe toutes les écoles d’une circonscription. Ces AG peuvent donc être ouvertes à tous les enseignants d’une circonscription. »

**La Lettre n°1061 Page 11**

**SNUDI-FO 01**



**Maison des syndicats, 3 impasse alfred chanut tel: 04 74 21 45 82**

**e-mail :** [**fo.snudi01@gmail.com**](mailto:fo.snudi01@gmail.com) **site :** [**http://01.fo-snudi.fr**](http://01.fo-snudi.fr/)

**Médecine de prévention pour tous les personnels enseignants des écoles de l’AIN Le Tribunal Administratif (TA) de Lyon donne raison au SNUDI FO 01**

**et condamne le rectorat de Lyon.**

Le Tribunal Administratif (TA) de Lyon (lecture du 11/2/2019) a considéré que le droit de bénéficier, sur leur demande à, un examen médical annuel, en application des dispositions de l’article 22 du décret du 28 mai 1982, et le droit de faire l’objet d’une visite médicale tous les cinq ans, en application des dispositions de l’article 24-1 du même décret, **sont reconnus aux personnels enseignants du premier degré affectés dans le département de l’Ain.**

La fin de non-recevoir soulevée par le Ministre a été écartée.

Le TA a en effet indiqué que le syndicat a vocation à défendre les intérêts, non pas seulement des soixante-et-un enseignants listés mais à solliciter la reconnaissance d’un droit pour tous les enseignants du premier degré affectés dans des établissements d’enseignement du département de l’Ain.

Sur le fond, le Tribunal a considéré que le syndicat départemental SNUDI FO de l’Ain est fondé à demander la reconnaissance, en faveur des personnels enseignants du premier degré affectés dans ce département, du droit à bénéficier sur demande, d’un examen médical annuel et du droit de faire l’objet d’une visite médicale tous les cinq ans, et que les difficultés de recrutement des médecins de prévention, l’étendue de leur secteur d’intervention ou leur charge de travail ne constituent pas des motifs légaux de refus de ces droits.

Informé que le rectorat de Lyon commence à convoquer les personnels de l'Ain à Lyon (1ère visite le 27/1/2020), le SNUDI FO 01 demande une audience d'urgence à la DASEN de l'Ain pour obtenir que les conditions nécessaires à la convocation obligatoire de tous les personnels (y compris AESH) prévue par la réglementation (au minimum une fois tous les 5 ans et chaque année sur demande et pour tous les personnels à risques), soient réunies à savoir :

* + Un échéancier de toutes les visites et les conditions nécessaires à la convocation de tous les personnels (y compris les AESH)
  + La convocation valant ordre de mission (couverture en cas d’accident) de tous les personnels dans un délai raisonnable, proche du lieu de travail, sur temps de travail avec remboursement des frais de déplacement (article 25 du Décret n°82- 453 du 28 mai 1982)

**En cas de question de convocation saisir le SNUDI FO 01**

**Vos droits sont notre seule loi !**

**Adhérerez et faîtes adhérer à la force syndicale libre, indépendante et déterminée :**

**LA FORCE OUVRIERE**

S**ur la visite médicale de prévention pour tous les personnels de l’Ain comme sur le retrait du projet Macron-Black Rock contre nos retraites : Force Ouvrière ne lâchera rien !**

**Tous en grève ! Fermons les écoles le vendredi 24 janvier 2020 !**

Tous à l’AG éducation nationale le 24/01 à 10h00 salle 023 à B en B à côté du cinéma l’amphi

Tous au rassemblement éducation nationale (FO, FSU, CGT Education, Sud Education) – Lycéens le 24 janvier à Bourg en Bresse à partir de 12h30 au parking de la vinaigrerie (vers les 3 lycées) – départ manifestation à 13h45 direction le champ de foire

*Bourg en Bresse le 21 janvier 2020*

**Campagne respect du droit à la visite médicale de prévention, la victoire au TA de Lyon qui concerne tous les enseignants du 1er degré de l’Ain devrait faire jurisprudence.**

**Note du SN**

En complément de la résolution du BN des 30 et 31/01/2020, vous trouverez ci-joint le communiqué du SNUDI FO 01 et la décision du TA de Lyon.

Le service juridique de la FNEC FP FO confirme que cette décision du TA de Lyon devrait faire jurisprudence et que tous les syndicats départementaux (SD) qui le souhaitent sont fondés à saisir leur DASEN pour qu’il applique cette décision et convoque à la visite médicale de prévention (sur temps de travail avec frais de déplacement) tous les enseignants du 1er degré et AESH de leur département.

Si les DASEN obtempèrent c’est bon pour les collègues s’ils refusent les SD qui le souhaitent sont fondés à mettre en œuvre la méthode qui a permis de gagner au TA de Lyon (en lien avec la FNEC) contenue dans la circulaire sociale FNEC n°44 de février 2018.

Le SN enregistre que cette campagne est très appréciée par les collègues épuisés et en colère, cette campagne de masse va de pair avec le renforcement des adhésions au SNUDI FO pour gagner.

*NB : échange entre Alain Rael et Nico 01 Autorité relative*

*La chose jugée par une juridiction ne peut pas être jugée dans un autre sens à propos d'un autre procès ayant le même objet C'est une règle posée pour les tribunaux judiciaires par*

*l'article 1351 (devenu art. 1355) du code civil, et qui s'applique également aux juridictions administratives.20 sept. 2019*

*Réponse d’Alain*

*Nicolas,*

*Comme c'est écrit il faut que la situation jugée soit identique. Ce qui sera très certainement le cas dans ce dossier de médecine de prévention.*

*Parfois cependant les juges au TA essaient de créer de la jurisprudence en prenant le contre- pied de certaines décisions du conseil d'Etat ou des CAA. Mais ce n'est pas toujours, et même rarement, suivi par ces dernières juridictions. On en a eu encore un exemple dernièrement avec du camarade du Nord (asa 13).*

*Alain*

# La Lettre n°1061 Page 13

**Echelon spécial de la classe exceptionnelle :**

**le ministère envisage de créer un barème….en 2021…**

Le Ministère a convoqué un groupe de travail dans lequel il était question d’étudier le bilan des dernières promotions à l’échelon spécial de la classe exceptionnelle ainsi que la nouvelle circulaire pour 2020.

Pour rappel, « peuvent accéder à l'échelon spécial les agents ayant, à la date du 31 aout 2020, au moins trois ans d’an- cienneté dans le 4ème échelon du grade de classe exceptionnelle, en activité, en position de détachement ou mis à dis- position d'un organisme ou d'une autre administration. »

La FNEC FP FO a démontré le fait que PPCR avait déjà anticipé le recul de l’âge du départ à la retraite : les collègues pro- mus à l’échelon spécial ayant en moyenne 61 ans, il leur faudrait attendre 64 ans pour pouvoir bénéﬁcier de la prise en compte du dernier chevron de l’échelon spécial !

La FNEC FP FO a rappelé son opposition à PPCR, notamment la classe exceptionnelle et son échelon spécial, ce dernier ne concernant que très peu de collègues et étant totalement arbitraire, seul l’avis étant pris en compte.

Nous avons également évoqué les conséquences sur les collègues des avis ﬁgés sans perspective d’améliorations.

Jusqu’à présent, pour inscrire un collègue sur le tableau d’avancement à l’échelon spécial, l’IA-DASEN prenait en compte l’avis que le collègue avait obtenu lors de sa promotion à la classe exceptionnelle.

Désormais, le Ministère considérant que ces avis sont trop anciens, l’IA-DASEN attribuera un nouvel avis suite à une nou- velle appréciation littérale de l’IEN. Ce nouvel avis ne pourrait, à part exception, et sous réserve du contenu de la future note de service, être inférieur au précédent.

Les représentants du Ministre ont déclaré étudier la possibilité de la mise en place d’un barème pour 2021, année au cours de laquelle il est prévu que les organisations syndicales représentatives n’aient plus de regard sur les promotions !

Ce barème comprendrait l’ancienneté dans l’échelon, « qui serait prédominant », et la valeur professionnelle - tout en respectant l’équilibre hommes/femmes (qui a été au cœur des discussions près de la moitié de la réunion de 3 heures !) et, en cas d’égalité de barème, un départage avec la date de naissance.

Ce barème pourrait être la solution, d’après le Ministère, pour permettre de réguler et ﬂuidiﬁer l’accès à l’échelon spé- cial des PE et éviter des blocages liés notamment au faible taux des promotions hors classe depuis des années.

**La circulaire sera publiée d’ici la ﬁn février.**

**Direction d’école : les syndicats départementaux prennent des initiatives**

Tarn : le SNUDI-FO 81 propose aux directeurs d’école syndiqués au SNUDI de se réunir en commission direction d’école pour élaborer les futures initiatives du syndicat. 15 directeurs répondent présent

Ain : le SNUDI-FO 01 organise un stage « direction d’école » jeudi 19 mars ouvert à tous les collègues, directeurs ou non.